

Société

Gardanne. Le préfet Alain Régnier était en visite hier matin à Gardanne, pour rencontrer les élus, mais aussi les résidents du puits Z.

Pour le «Préfet des Roms», Gardanne a fait le bon choix

Il se serait sans doute bien passé de ce sobriquet - car les responsabilités que lui a confiées le Premier ministre vont au delà de cette seule problématique - mais c'est ainsi qu'il est désormais désigné: «le préfet des Roms». Alain Régnier prend sa mission à coeur (il est en charge de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées). Et tant pis s'il doit parfois mettre certains citoyens de son pays devant leur propre inhumanité: «La France est assez singulière dans sa xénophobie. Les Roms sont seulement 20 000 sur notre territoire, et ces 20 000 personnes provoquent bien malgré elles des réactions d'une violence préoccupante». Face à lui hier à l'Hôtel de Ville (voir ci-dessous), le maire PCF Roger Mei et une partie de son équipe, ainsi que le député EELV François-Michel Lambert. Les deux élus, qui ont eu maille à par tir quand le parlementaire était encore membre de l'opposition municipale, sont - une fois n'est pas coutume - sur la même longueur d'onde. Il y a un an, lorsque Roger Mei a décidé d'installer sur le puits Z 12 familles Roms, l'opposition s'était fendue d'un édito dans le bulletin municipal, faisant état de son scepticisme quant à l'arrivée de ces nouveaux résidents. Une tribune de laquelle le député s'était désolidarisé, affirmant ainsi son soutien à l'action municipale. C'est donc ensemble que les deux élus se sont rendus au puits Z pour accompagner le préfet, entourés des responsables associatifs qui, il y a un an, se sont constitués en collectif pour mieux accompagner les familles - essentiellement les enfants.

Les mesures transitoires levées en janvier 2014
 Au puits Z, les familles ont déjà préparé le café, les boissons fraîches et les biscuits. Le terrain est propre, des rochers ont été alignés pour tracer les limites



Le préfet Régnier (au centre), accompagné des élus locaux, a rencontré les familles du puits Z. PHOTO SG

d'un parking. L'ambiance est plus calme qu'à l'accoutumée. Et puis on se souvient qu'en ce jour de rentrée, les enfants sont en classe - seuls les tout petits sont là. Les résidents connaissent bien le maire et le député, ainsi que le chef de la police, Christian Huc, présent quotidiennement pour s'assurer que la charte de bonne conduite signée par les Roms, est bien respectée. En cas d'entorse, la fermeté est de mise. Comme le rappelle le maire, la meilleure façon de gérer l'accueil des familles, c'est d'en maîtriser le nombre. «Il y a quelques mois, d'autres Roms sont venus sur le camp. Nous les avons fait expulser». Gardanne est la seule commune du département à appliquer la circulaire intermi-

nistérielle portant sur les solutions d'accompagnement des familles. Un exemple encore peu suivi, donc, même si d'autres tentent d'ouvrir la voie à de nouveaux modèles d'intégration, comme Lille, Nantes ou Strasbourg. Au puits Z, Alain Régnier questionne les principaux intéressés: «Avez-vous construit des relations avec des habitants?». Échanges de regards, légers sourires, haussements d'épaules. Visiblement, de ce côté là, ça n'est pas encore gagné. «Pourquoi êtes-vous venus ici?». Cette fois, les mots ne manquent pas: «On veut que nos enfants puissent aller à l'école. Et on veut obtenir le papier qui nous permettra de trouver du travail» répond une jeune femme. Cette autorisation,

elle l'obtiendra peut-être en janvier 2014, date à laquelle seront levées les mesures transitoires qui interdisaient aux Roms l'accès au travail. Le maire entend bien camper sur ses positions et miser sur une sensibilisation payante auprès de ses administrés. Le député Lambert, de son côté, affirme: «Il faut que les maires s'engagent, et bien avant les municipales. Car d'ici là, l'hiver va arriver, et beaucoup de gens vont souffrir». Alain Régnier a promis, quant à lui, que l'Etat continuerait à aider financièrement la commune. Gardanne, pour accueillir les familles du puits Z, bénéficie également des subventions de l'Europe, et des conseils régional et général.

SABRINA GUINTINI

« La politique des petits pas »

Avant d'aller à la rencontre des familles au puits Z, le préfet Alain Régnier a échangé avec les différents acteurs du dossier «Roms» à Gardanne: élus locaux, mais aussi responsables associatifs - lesquels mènent un travail de terrain que le maire a une fois de plus loué. Pour le préfet, la municipalité a fait le bon choix, même si la bataille la plus rude, celle de l'opinion, n'est pas encore gagnée. Alain Régnier, à plusieurs reprises dans ses propos, insiste sur le chiffre: 20 000 Roms circulent en France - le verbe est d'ailleurs inapproprié, car comme il le rappelle: «beaucoup d'amal-

games sont faits entre les gens du voyage et les Roms, qui eux, veulent se sédentariser». Migrants contre leur gré, dans un pays qui ne voit qu'eux, alors qu'ils ne sont que 20 000, donc, faisant de la France l'une des nations qui «accueillent» le moins de Roms en Europe. «Les faire accepter est un enjeu démocratique majeur, si on ne veut pas revivre des dérives que notre pays a déjà connues. Cette haine, ce rejet... c'est très préoccupant. Comme si les Roms étaient un virus». Difficile pour le préfet de mener à bien sa mission - qui consiste en partie à faire tomber les a priori, à «déconstruire les représentations»,

comme il le dit. Il faut dire que les Français ont le préjugé tenace... «Les Roms ne sont pas génétiquement voleurs. Ils ne sont pas génétiquement ferrailleurs. Mais comment travailler l'opinion pour sortir de ces représentations?». Pas facile, quand le travail mené se heurte à une politique d'expulsion qui depuis Sarkozy et le discours de Grenoble - qui a commis des dommages préjudiciables dans l'opinion publique - semble perdurer malgré le changement de gouvernement. «Sarkozy n'avait pas osé passer à l'acte, vous, vous allez plus loin que lui» n'avait pas hésité à lancer Roger Mei à Manuel Valls

lors d'une visite du Ministre de l'intérieur à Gardanne. Est-ce là que le bât blesse? «Je me heurte à des difficultés dues à des tensions ministérielles» admet le préfet, «les populations sont souvent brusquement déplacées, ce qui freine tout le travail qu'on essaie de faire sur le terrain. C'est une politique des petits pas...» Mais Alain Régnier veut rester optimiste: «Mon objectif: faire en sorte que les enfants Roms d'aujourd'hui soient des citoyens comme les autres à leur majorité. Ça ne se règlera pas d'un coup de baguette magique. Mais on y arrivera».

S.G.